

22.11.2002 - 17:33 Uhr

## Le gouvernement philippin souligne son "engagement actif en faveur de Fraport"

*Francfort, Allemagne (ots) -*

Annulation de certaines dispositions du droit de concession - Les chances de Fraport de se voir de nouveau confier le projet augmentent

Selon certains articles de presse, une commission sénatoriale du Parlement philippin envisagerait de présenter une demande à la Cour suprême pour faire annuler certaines dispositions du droit de concession entre l'État des Philippines et la société d'exploitation PIATCO. Fraport AG détient 30 % des parts de PIATCO, la société qui a obtenu la concession pour construire et exploiter le nouveau terminal passagers international (Terminal 3) de l'aéroport de Manille. Selon les rumeurs, la demande serait justifiée par le fait que le droit de concession contiendrait des dispositions préjudiciables au gouvernement, ainsi qu'à la population des Philippines. Pourtant, ces dispositions ont été validées avant que Fraport n'investisse dans PIATCO.

L'article inexact publié par le quotidien allemand Handelsblatt, qui affirme que les négociations entre Fraport et le gouvernement philippin avaient échoué et que l'ambassadeur allemand à Manille en avait été informé, a été démenti par le Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères à Berlin. Il s'avère en effet que les propos tenus au cours d'une longue discussion entre l'ambassadeur allemand et les membres du gouvernement philippin sont tout à fait l'inverse de ce qui a pu être relaté. Il a ainsi été déclaré à cet égard : "Le gouvernement philippin s'est efforcé de trouver une solution susceptible de protéger les intérêts de Fraport". D'ailleurs, le gouvernement philippin a clairement exprimé sa volonté de s'engager activement en faveur de l'investisseur Fraport et de lui accorder des compensations lors des négociations qui ont eu lieu avec l'ambassadeur allemand.

L'intention du gouvernement philippin de protéger les investissements réalisés jusqu'ici par Fraport a été confirmée lors d'un entretien téléphonique entre Alberto Romulo, Secrétaire d'État des Philippines et Roland Koch, président du Conseil de surveillance de Fraport AG et ministre-président du Land de Hesse. Le gouvernement philippin a également réaffirmé son engagement lors de négociations directes avec les représentants de Fraport AG, qui ont eu lieu la semaine dernière à Manille. Les négociations devraient reprendre dans les prochains jours à la demande expresse du gouvernement philippin.

Contact:

Fraport AG  
Frankfurt Airport Services Worldwide  
Robert A. Payne  
Directeur Presse Internationale  
60547 Francfort-sur-le-Main, Allemagne  
Tél. +49/69/690-78547  
Fax: +49/69/690-60548  
Mailto: r.payne@fraport.de

Internet: <http://www.fraport.com>

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001508/100022382> abgerufen werden.